

**CONSEIL D'ADMINISTRATION du 19 juin 2025**

**DÉLIBÉRATION N° 2025-09**

**Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration  
du 13 mars 2025**

**Délibération n° 2025-09 portant procès-verbal de de la réunion du conseil  
d'administration du 13 mars 2025**

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R. 812-7,*

*Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'École nationale supérieure de  
paysage de Versailles,*

**Le conseil d'administration décide :**

**Article unique**

Le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 13 mars 2025, présenté en  
annexe, est adopté.

Favorables	22
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	22

La délibération est approuvée / ~~rejetée~~

Fait à Versailles, le 19 juin 2025

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA

P.o. E. de Keyser

La vice-présidente du conseil d'administration

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 MARS 2025

*Avis : Le présent compte-rendu synthétise le sens des prises de paroles, sans constituer un verbatim*

### Compte-rendu des débats et délibérations

*Monsieur Henri Bava, président, ouvre la séance du conseil d'administration à 14h05.*

*Au début de la séance, le quorum est réuni avec 25 membres présents ou représentés.*

---

### Points liminaires

---

- **Point de situation de la directrice**

Mme BONNET présente les dernières actualités depuis la précédente réunion du conseil.

Depuis le dernier CA (novembre 2024), des départs à la retraite et des recrutements ont eu lieu à l'ENSP. Baptiste BLONDEL-ANGOT, responsable des affaires juridiques, est remplacé par Sylvie CENENT. Sont également à noter l'arrivée de Laurent HOUDAYER comme directeur du patrimoine, et de Bernard GUILLON, assistant comptable. Deux postes à l'Ecole Supérieure de Jardin (« ESJ ») ont été pourvus, ainsi que deux postes de jardiniers. Mme BONNET remercie le SRH du MASA, la DGER et la DRH de l'ENSP qui ont œuvré pour permettre ces recrutements.

La volonté de la direction de mobiliser pleinement le CSA pour accompagner les grands projets et améliorer la qualité de vie et de travail au sein de l'institution est désormais mise en place. Des avancées concrètes en matière de gestion RH sont enregistrées avec notamment l'adoption du plan de formation et le plan égalité femmes/hommes.

**Du côté de la formation**, l'ENSP poursuit la refonte de son parcours de formation, qui avance de manière très satisfaisante (Cf point à l'ordre du jour).

Pour faciliter les recrutements d'étudiants, l'ENSP cherche à développer son attractivité. Après un arrêt depuis de nombreuses années, elle a notamment repris sa participation à des salons étudiants (huit à ce jour) ainsi qu'à des forums d'orientation, grâce à une forte mobilisation de la DEVE, de la DCRE et des étudiants ambassadeurs. Les JPO ont rencontré cette année un grand succès, avec une fréquentation très satisfaisante et en hausse : 622 visiteurs (contre 530 l'année dernière) à Versailles et 100 à Marseille (sur le seul stand de l'ENSP au sein de l'IMVT qui a reçu 1800 visiteurs).

Ces efforts ont déjà produit des effets concrets : on note ainsi une augmentation des inscriptions sur Parcours Sup (à date 320 dossiers), et les admissions sur titre ont été multipliées par deux (à date 88).

Des efforts ont enfin été portés sur l'internationalisation de la formation, notamment un voyage à Tunis pour les DEP2.

**Sur le plan de la recherche**, s'est tenue en février la soutenance de thèse d'Axelle THIERRY, sur un sujet agricole, et deux nouveaux projets de recherche démarreront au printemps.

En revanche, les chaires subissent le contrecoup de la situation budgétaire, il faut relever une diminution du soutien des partenaires ce qui met en risque les principales chaires de l'ENSP : chaire paysage et énergie (subventions de RTE et de l'ADEME diminuées d'un tiers) et CPIER (pas de garantie de reconduction du programme à ce jour).

A noter également la nouvelle publication des carnets de paysage : 'D'autres agricultures ».

**Concernant le Potager**, l'établissement a accueilli un nouveau jardinier en chef après le départ de François Xavier Delbouis à Matignon. Ivan Thé aura pour mission de faire revivre le patrimoine naturel du jardin, avec une accélération des nouvelles plantations. En mai, toutes les productions devraient bénéficier du label agriculture biologique.

Mme BONNET confirme que les projets structurants avancent :

- la refonte de l'offre de formation initiale sur les deux sites, dont les échéances sont le CA de juin et une application à compter de la rentrée 2026 ;
- la création de l'Ecole supérieure de jardin qui sera évoquée plus tard en séance ;
- le chantier du siècle, pour lequel un important travail a d'ores et déjà été réalisé, le projet étant en phase opérationnelle. La programmation privilégie toujours le traitement des urgences bâtimentaires et cherche à remédier à la vétusté des espaces de travail et d'enseignement. L'objectif est d'améliorer les conditions de travail pour les personnels et étudiants, ainsi que les conditions d'accueil des visiteurs du site versaillais ;
- la BAP 2025, qui constituera un grand moment de visibilité pour l'École au cours des mois à venir (6 mai – 13 juillet), avec une belle programmation réalisée par l'agence Ter, sur laquelle il sera revenu plus tard en séance.
- le projet d'établissement, qui avance bien, dans l'objectif de le finaliser rapidement ; les membres du conseil d'administration sont invités à prendre part aux groupes de travail.
- Le plan hygiène et sécurité, qui est également priorisé.

En conclusion du propos introductif, Mme BONNET expose que les comptes financiers sont sains, mais qu'une inquiétude demeure néanmoins sur le plan budgétaire, rappelant que 12 millions d'opération des clos couverts sont à financer, dans un contexte où les coupes budgétaires au niveau national risquent d'impacter les investissements. Mme BONNET évoque enfin l'arrêt des prises en charge par la région Ile de France des offres de formation continue, qui déstabilise profondément une voie bénéficiant aux publics en reconversion ou en recherche d'emploi.

- **Procès-verbal de la séance du conseil du 13 mars 2025**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la séance.

*Vote : 25 favorables*

- **Compte financier 2024**

En préambule, M. PUSTILNICOV constate que les dépenses sont maîtrisées et les recettes dynamiques. L'établissement a cherché de nouvelles recettes pour faire face à des besoins en hausse. Par ailleurs certaines dépenses sont financées par les recettes qu'elles génèrent directement, comme c'est le cas pour les ateliers pédagogiques régionaux. Le résultat est meilleur que le BR présenté en novembre dernier, ce qui s'explique par le fait que la baisse de la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) qui avait été anticipée ne s'est pas produite ; l'établissement s'y était préparé en diminuant ses dépenses.

Les investissements constituent un enjeu majeur du compte financier (CF). Un important travail a été mené à ce sujet par le nouveau DAF, l'AC et le SG, afin de clarifier l'imputation des subventions pour charges d'investissement. Ce travail a été partagé avec la DGER, il convient de noter qu'il a été réalisé sans beaucoup d'éléments de comparaison par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique par la situation héritée du secrétariat général. Un suivi comparatif sera effectué à partir de l'année prochaine, sur la base de données désormais stables et reproductibles.

*Mme Claire HUBERT rejoint la séance à 14h30.*

Mme PIRES présente l'annexe de l'agent comptable (powerpoint diffusé en séance). L'ENSP a dégagé un résultat consolidé excédentaire de 120 461 € en 2024 contre 1 330 645 € en 2023, soit une baisse de 91 % due à la fois au fléchissement des produits de 8 % et à l'augmentation des charges de 13%. Cependant, les produits restant supérieurs aux dépenses, le résultat dégagé demeure positif.

Mme PIRES détaille les charges et les produits, elle précise que tous les postes de charges ont augmenté et que les produits ont diminué, cela s'explique par les éléments ci-après présentés.

Concernant les charges, le poste « achats », qui concerne la boutique, a connu un essor de 85 %, la boutique ayant reconstitué son stock en 2024. Toutefois, il convient de relever que les ventes ont progressé de 21 % sur la période.

Le poste « consommation de marchandises et approvisionnements » a augmenté de 10 % mais présente des segments en diminution (dépenses d'électricité, chauffage et carburants gaz en léger recul de 2%, frais de déplacements, de missions et de réception réduits de 28 997 €, frais postaux et de télécommunications en forte diminution de 57%).

Certains postes de dépenses connaissent néanmoins des augmentations, tels que par exemple, les frais concernant les voyages d'études pour les élèves, en augmentation à la suite de la reprise des ateliers pédagogiques régionaux depuis 2023, ou les charges du personnel, en augmentation de 11%, s'expliquant par la progression du nombre d'ETPT et par le versement d'indemnités chômage.

Le poste « autres charges de fonctionnement » a également fortement augmenté, de 66 %, concernant principalement les « droits d'auteur et de reproduction » (+ 743 %). Cette croissance exceptionnelle s'explique notamment par le versement préalable de 100 000 € pour l'organisation de la Biennale 2025.

Le segment relatif aux dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés présente une augmentation de 11 %. A la suite de la comptabilisation des

travaux en cours en travaux définitifs cette année, ces derniers commencent à être amortis sur vingt ans, ce qui représente de nouvelles dotations à hauteur de 340 192 €.

Concernant les produits, le poste des « subventions de fonctionnement » a augmenté de 10 %. D'une part, la subvention pour charges de service public, de 2 416 453 € en 2024, est supérieure à celle de 2023 qui était de 2 219 462 €. D'autre part, les subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des entités publiques affichent une progression de 34 % (liée à un versement exceptionnel la Région IDF de 100 000 € pour financer les charges concernant la Biennale de 2025, au produit de 125 000 € dans le cadre de cinq conventions d'ateliers pédagogiques régionaux (APR) avec divers partenaires publics comme la DEAL de Martinique et la Gendarmerie Nationale, et aux acomptes du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires à hauteur de 200 000 € sur l'année 2024 pour le soutien financier aux actions pédagogiques et aux activités de recherche).

Le poste des « produits directs d'activités » a sensiblement progressé de 23 % dans la plupart des activités de l'ENSP. Les activités de la recherche ont légèrement augmenté, +3%, grâce aux produits des principaux contrats (notamment ADEME et RTE).

La formation continue a connu un léger recul de 4 % sur cette période avec des émissions de titres de 541 093 € en 2024 contre 564 187.72 € en 2023.

Concernant la formation initiale, on constate un essor de 105% des recettes.

Les activités du Potager (ventes boutique, locations, etc.) ont dégagé un chiffre d'affaires de 293 926€ en 2024 contre 243 167 € en 2023.

Le poste des « autres produits » chute de 255 %, expliquée par la reprise exceptionnelle de provision en 2023, de 1 409 391 € pour la totalité des provisions pour charges passées en 2022.

La capacité d'autofinancement (CAF) est positive de 1 024 499 € en 2024 contre 854 511 € en 2023, soit une hausse de 19 % suite au retraitement des dotations aux amortissements et provisions.

Mme PIRES développe la variation du fonds de roulement, qui connaît une baisse exceptionnelle de - 3 037 349 €. Elle détaille les investissements et les financements (chiffres dans le powerpoint diffusé en séance). Elle conclut en indiquant que certains financements ont en fait été réaffectés à des comptes d'avances dans le poste du bilan « autres dettes non financières ». Ce transfert explique cette variation négative exceptionnelle du BFR de -2 766 411 €. C'est une augmentation de ressources qui permettra de couvrir les financements à venir. Ce mouvement a entraîné un fort prélèvement sur le fonds de roulement et parallèlement un accroissement du besoin du fonds de roulement négatif et qui reste neutre pour la Trésorerie et pour le solde budgétaire.

La variation du fonds de roulement étant inférieure à celle du besoin en fonds de roulement, la variation de trésorerie fléchit de 270 938.50 € avec un niveau final de 8 035 175.89 €.

M.PUSTILNICOV présente la partie ordonnateur (powerpoint diffusé en séance), avec un résultat en amélioration par rapport au BR à +120k€, ce qui représente 2%, sur une masse de 6 millions d'euros. Il s'agit d'un équilibre très correct.

Par rapport au budget rectificatif, on constate que des efforts constants ont été faits sur les dépenses mais aussi sur les ressources, au regard de la situation, des exigences du contexte national, des efforts de recherche de ressources pour financer les projets.

M. PUSTILNICOV ajoute qu'un important travail a été fait concernant les techniques d'amélioration et de qualité comptable, ayant un impact sur les amortissements.

Il constate que la SCSP a été maintenue malgré les difficultés budgétaires, ce qui marque la volonté de la DGER de soutenir les établissements sous sa tutelle. Il rappelle que la SCSP a augmenté de 27% depuis 2021. Le soutien de la tutelle représente le poste le plus élevé de recettes (environ 40%). En



parallèle, il faut souligner les efforts faits pour développer les autres sources de recettes (boutique, formation continue, APR, recherche etc.).

M. PUSTILNICOV détaille les éléments présentés. Concernant la boutique, la variation des chiffres s'explique par l'avance pour la BAP. Mais il faut noter que la boutique conclut son année 2024 à +30k€ par rapport à la prévision 2024, ce qui témoigne d'une dynamique positive.

Concernant la gouvernance, les chiffres font apparaître 200k€ de recettes, soit un peu moins que le BR. Cela s'explique parfaitement par le fait que la première tranche du mécénat Dyptique attendue sur 2024 a finalement été versée en 2025, et par l'effet du don de la fondation Eve Mare qui sera utilisé dans les mois ou années à venir.

Concernant la formation initiale, on constate une petite variation notamment due à la convention avec CY Alliance, non prévue dans le périmètre et dont l'argent sera utilisé notamment pour la refonte, ainsi qu'à divers petits montants sous-estimés au moment du BR.

Concernant la recherche, le montant est en progression.

Concernant la formation continue, l'impact des difficultés connues au cours de l'année qui avait été anticipé s'avère moins négatif grâce aux efforts des équipes, et le bilan s'avère finalement plus positif (571k€, soit +71k€ par rapport au BR 2024).

Concernant la vie étudiante, le montant est plus mineur mais positif, essentiellement dû au programme Erasmus.

Les autres recettes sont également présentées (powerpoint diffusé en séance).

M. PUSTILNICOV évoque les dépenses. En premier lieu, il précise que les dépenses de personnel sont en augmentation par rapport à l'an dernier, avec des efforts réalisés pour saturer les plafonds ETPT et réduire la vacance de postes.

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté par rapport à l'an passé, mais moins que ce qui était prévu au BR, témoignant d'un effort significatif et homogène sur toutes les destinations.

Concernant la capacité d'autofinancement (CAF), M. PUSTILNICOV constate que le montant est important, au-delà de ce qui était prévu au BR. Il souligne la marge de manœuvre que l'établissement, par cette progression, peut déployer pour financer ses investissements. Il nuance son propos en précisant que ce niveau de CAF reste cependant insuffisant au regard des enjeux de rénovation d'un patrimoine historique qui excède nos capacités.

Il conclut en indiquant que le niveau de trésorerie est satisfaisant mais gagé par les engagements futurs du chantier du siècle.

Mme DEROUET salue la situation saine de l'établissement. Les résultats positifs témoignent des efforts réalisés par l'ENSP, avec le soutien de la DGER, pour maîtriser les dépenses et assurer les recettes. Le contexte budgétaire et la situation patrimoniale imposent de poursuivre en ce sens. Elle souligne le travail réalisé par les équipes financières et le secrétaire général, dans un contexte difficile (vacances de postes, et déploiement d'un nouvel outil financier).

Mme BONNET remercie la DGER pour son soutien et précise que la maîtrise des dépenses a été obtenue notamment en renonçant à certains recrutements administratifs, tels que l'ETPT supplémentaire qui était prévu dans chaque établissement pour réaliser la migration INETUM.

Mme NOGUE apporte des précisions sur la qualité de la prévision et les écarts constatés. Elle relève qu'au niveau de l'emploi des enveloppes d'investissement, un dépassement a été constaté, et que ce n'est pas permis. Elle admet que l'enjeu n'est pas significatif, mais appelle à la nécessité de mettre en place un dispositif qui garantisse contre ce type de dépassement. Elle appelle l'attention de l'établissement sur l'éventualité d'un contrôle de la Cour des Comptes, qui s'interrogerait sur ces

dépassements d'enveloppes en principe limitatives. Mme NOGUE reconnaît que tout ne peut pas être mené sur une même année et salue les progrès significatifs déjà réalisés.

Elle conclut en indiquant que la qualité de la prévision est satisfaisante, les objectifs de politique publique ayant été tenus. La situation est saine et permet d'appréhender les investissements à faire, dans un contexte d'incertitude lié à la SCSP. Elle invite à la prudence sur les dépenses de fonctionnement, compte tenu du contexte budgétaire national.

En ce qui concerne l'exécution, le compte de résultat est excédentaire, avec une CAF qui augmente. Elle constate que des ajustements ont été faits, et d'importants travaux d'assainissement réalisés, ce qui permet d'avoir la vision la plus juste.

Mme NOGUE conclut en indiquant que le CBR qu'elle représente s'associe aux félicitations quant au travail effectué, qui permet d'envisager positivement l'avenir.

M. BAVA s'associe également aux félicitations. Les résultats et prévisions semblent conformes, et cela va dans le bon sens.

M. MANN demande s'il est possible de voter « contre » un compte financier.

M. MOQUAY répond que ce serait étrange, car un compte n'est que le constat d'actes déjà réalisés, sauf à considérer qu'il y a eu insincérité.

Mme NOGUE confirme que cela est possible lorsque l'on s'interroge sur la qualité et la sincérité des comptes.

M. FEIX s'interroge sur le fait que les tableaux budgétaires fassent apparaître un 0.5 en CDI hors plafond, alors que c'est en principe impossible.

Mme GOULAOUIC répond qu'il existe une obligation de passer un agent en CDI dès lors qu'il comptabilise 6 années de CDD. Le poste est financé par plusieurs conventions.

Mme DEROUET précise que les emplois hors plafonds doivent rester non pérennes.

Mme BONNET indique qu'il serait difficile de laisser les agents en précarité et qu'en principe un agent est CDIé au bout de six ans.

Mme NOGUE confirme qu'en principe, il ne peut y avoir de CDI hors plafond, car les financements sont normalement fléchés, tels que les conventions de recherche sur des durées déterminées. Elle ajoute qu'il y a des cas particuliers, et que la question n'est pas simple.

M. MOQUAY rebondit et indique que cela renvoie à la question des chaires. En principe, les conventions sont triennales et s'arrêtent à la fin du programme d'actions. Mais par exemple, la chaire paysage et énergie négocie son 4<sup>ème</sup> contrat. La logique administrative voudrait qu'on se sépare des personnes au terme des 6 années de CDD, alors que ce sont des personnes qui donnent satisfaction.

Mme NOGUE rappelle que se séparer d'une personne au terme des 6 années de CDD pour en recruter une autre, alors que le besoin est toujours existant, présente un risque juridique, il faut pouvoir en justifier.

Mme DEROUET conclut l'échange en précisant que le CDD « contrat de projet » est a priori l'outil adapté à ce genre de situations.

Vote : 25 favorables

- **Recrutement d'un enseignant des techniques et refonte de l'offre de formation initiale**

Mme VACHER présente la démarche dans son ensemble (powerpoint diffusé en séance). Elle précise que les versions définitives des maquettes pédagogiques seront présentées en juin.

Mme VACHER rappelle l'origine de la refonte : installer de manière plus satisfaisante les deux nouvelles années de formation APA et CPEP et s'intégrer dans le dispositif LMD pour favoriser les collaborations avec d'autres écoles ou acteurs internationaux. Elle rappelle les enjeux de la refonte (attentes de la tutelle, des recruteurs, des étudiants et recommandations du HCERES):

- Développer les compétences des étudiants (techniques, végétal et écologie, numérique, dessin, professionnalisation...)
- Proposer une offre plus claire et plus lisible notamment pour les étudiants et les candidats.
- Favoriser la réussite des étudiants et augmenter la diversité des parcours possibles, notamment en créant le grade de licence. Le besoin des jeunes générations et des employeurs est de favoriser des profils et parcours diversifiés. Il s'agit de développer les collaborations entre écoles, entre sites, entre filières (paysage et jardin).

Mme VACHER présente le schéma de la future offre de formation, avec un renforcement du premier cycle grâce à la création d'un CPEP1 à Versailles et la création d'un DEP1 à Marseille. L'objectif pour la prochaine rentrée est la mise en place de la refonte, avec le démarrage de nouveaux programmes qui vont s'implémenter chaque année, jusqu'à l'atterrissage du cursus complet en 2028. La première promotion qui verra ce cursus complet sera celle de l'année 2026/2027. L'année 2027 sera une année charnière, avec le DEP1 à Marseille et le CPEP1 à Versailles.

Mme VACHER présente succinctement les programmes, réfléchis selon une logique de blocs de compétences. Cette construction a fait l'objet d'un travail commun entre les équipes pédagogiques de Versailles et de Marseille, afin d'obtenir un socle de compétences identique sur les deux sites. Le référentiel de compétences à acquérir pour obtenir le Diplôme d'Etat de Paysagiste a été défini et doit maintenant être décliné sur le niveau licence.

La dernière phase est lancée, celle de la finalisation des maquettes, avec une échéance de présentation au prochain conseil d'administration.

Mme VACHER explique que les cinq années ont été construites par séquences pédagogiques qui s'articulent autour d'une colonne vertébrale, la série des ateliers de projets, et sont alimentées par les autres disciplines.

À partir du master, la pédagogie passe à l'échelle du grand territoire.

La dimension professionnelle est renforcée avec un stage supplémentaire en DEP1, donc 2 stages sur les DEP1 et DEP2 (autour de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage).

Mme VACHER souligne la volonté que l'approche écologique soit davantage intégrée au projet de paysage dès le début de la formation en mettant en place 3 ateliers de projet co-portés par les enseignants d'écologie et de projet (« Cultiver le paysage » en CPEP1 – « La jardin » en CPEP2 – « Quel parc du XXIème siècle ? » en DEP1).

Elle termine en indiquant qu'une semaine de temps inter-promo consacrée à la maîtrise d'œuvre est prévue, sous forme de workshops et de tables rondes, dans la perspective de renforcer la dimension professionnelle de la formation.

M. DUTHOIT poursuit la présentation et insiste sur la nécessité de retrouver une L3 à Marseille, pour prendre la pleine mesure des potentialités de l'IMVT. Il constate qu'actuellement, les collaborations sont contraintes et que la création de la L3 va ouvrir davantage d'opportunités, et notamment une ouverture aux étudiants en architecture, en offrant la possibilité de les accueillir en paysage à l'issue de leur L2.

Par ailleurs, les étudiants en BTS du sud de la France pourront trouver un débouché à proximité, alors qu'ils sont actuellement freinés par l'impératif de suivre un DEP1 à Versailles avant de regagner Marseille. Cela permet aussi d'offrir une continuité avec la classe préparatoire d'Antibes.



M. DUTHOIT indique que le segment de la formation continue est en cours de développement à Marseille, incluant des cours communs avec la formation initiale, pour profiter de la dynamique intergénérationnelle.

Le travail conduit a été construit de sorte à favoriser les passerelles entre établissements.

L'objectif est l'ouverture de la licence à Marseille à la rentrée 2026, et par conséquence une ouverture de nouvelles places au concours commun au printemps 2026.

Mme VACHER présente le travail réalisé concernant l'organisation de l'année. L'année sur les deux sites est réorganisée, avec un travail sur les volumes d'heures et les stages, en intégrant également trois semaines de congés sur chaque semestre, des semaines de 4 jours et une banalisation de temps à la fin de chaque semestre dédié aux soutenances.

Mme BONNET félicite la DEVE et le collectif pédagogique qui a travaillé sur la refonte selon une approche par compétences. Le projet répond notamment au cahier des charges de la tutelle (objectifs de professionnalisation, respect de la maquette horaire du référentiel du DEP, renforcement des techniques et de l'écologie...).

M. BAVA souligne le travail remarquable de la DEVE et applaudit la précision du programme. Il interroge M. DUTHOIT sur le pont entre l'architecture et le paysage. Les architectes et les paysagistes pourraient-ils réciproquement bénéficier d'une passerelle en L3 ?

M. DUTHOIT répond qu'à ce jour, aucun étudiant en paysage n'a demandé à partir en architecture, mais reconnaît que cela peut arriver.

M. BAVA considère qu'il conviendrait de demander la réciprocité de la passerelle aux écoles d'architecture.

Mme BONNET confirme qu'elle a déjà plaidé en ce sens.

Mme PIALAT ajoute que l'objectif à terme est le diplôme commun.

M. MANN souligne que l'évolution CPEP2 et DEP1 a lieu en même temps, et s'interroge sur les étudiants qui se retrouveraient dans un nouveau cursus en rupture avec celui qu'ils ont suivi précédemment. Il espère par ailleurs que la refonte ne conduira pas à une restriction des heures d'ouverture de l'établissement.

M. GUENEAU se questionne sur le croisement entre écologie et projet : pourquoi cela ne concernerait-il pas toutes les séquences ?

Mme VACHER répond que certains départements sont sollicités plus spécifiquement dans certaines séquences, mais que les enseignants en écologie sont associés tout le long du parcours.

Mme SELLALI s'interroge sur la durée des stages en licence et en master, et souhaite savoir s'ils seront réalisés pendant les périodes de vacances ou s'ils seront intégrés au contenu pédagogique.

Mme VACHER précise que les stages de DEP1 sont prévus entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 juin, mais qu'en M1, les stages débutent fin mai et s'achèvent fin juillet, cela déborde effectivement sur les vacances.

M. FEIX répond à M. MANN concernant la question de la transition entre CPEP et DEP1, qui ne sera pas plus importante qu'actuellement. Il ajoute que la population enseignante est intégrée au travail et veille à ce que cette transition se déroule le mieux possible. Il se dit confiant.

Mme BONNET indique que le vote des administrateurs concerne le recrutement d'un enseignant des techniques pour accompagner ce projet de refonte.

Mme FRILEUX réagit en confirmant qu'il existe un manque sur la technique croisée avec l'écologie. Elle émet toutefois une réserve sur le fait que le poste est à temps plein, et craint la difficulté d'attirer sur cette base des profils de professionnels.

Mme BONNET explique que le collectif pédagogique souhaitait un poste à temps plein plutôt que deux mi-temps, afin de permettre une meilleure implication et contribution du nouvel enseignant au travail d'organisation et de coordination des enseignements.

*Vote : 26 favorables*

- **Contribution Vie étudiante et de campus (CVEC) : programmation des actions financées par le produit de la contribution de vie étudiante et de campus & projets retenus pour 2025**

Mme VACHER présente la déclinaison du budget en terme d'actions et de projets soutenus (powerpoint diffusé en séance). Le budget sur 2025 s'établit à 20 700 euros.

M. MANN salue le processus d'attribution, mais souligne qu'une partie des initiatives n'a pas encore été financée. Certaines des demandes comprennent des équipements de base (micro-ondes, etc.), il s'interroge sur la possibilité de les faire sortir des subventions CROUS.

Mme VACHER s'étonne car tout a été financé. Elle précise que dans le cadre du projet du foyer, l'achat des équipements dépendait de l'attribution de subventions du CROUS (notamment le renouvellement des bouilloires), mais qu'il a en effet été acté que désormais, ces petits équipements ne relèveront plus des financements du CROUS. Mme VACHER ajoute que les versements n'ont pas encore été réalisés car l'approbation du CA devait intervenir au préalable, et que le budget CVEC était gelé depuis janvier en raison des contraintes budgétaires. Elle précise que les mesures ont été levées depuis le 15/02 et que le versement pourra être réalisé.

*Vote : 26 favorables*

- **Gouvernance de l'École supérieure de jardin (ESJ) / Organisation de l'ESJ**

Mme BONNET rappelle que le CA de novembre 2024 a approuvé le principe de création de l'ESJ, afin de pouvoir inscrire les dépenses correspondantes au budget 2025, ainsi que les recettes telles que le mécénat Dyptique. Elle ajoute que l'établissement était dans l'attente du rapport de préfiguration CGAEER au sein duquel des préconisations devaient être édictées.

Mme BONNET précise que ce rapport a été rendu public en décembre, et qu'il est désormais possible de soumettre des délibérations au CA relatives à la gouvernance et à l'organisation de l'ESJ.

La mission initiale des préfiguratrices était de confirmer le besoin d'une ESJ, avant d'aborder les modalités de son fonctionnement. Elles ont travaillé avec peu de données à l'échelle du jardin, mais ont constaté un besoin réel, notamment sur des emplois très qualifiés. Elles ont identifié trois grands pourvoyeurs : le secteur privé, le secteur public et les domaines privés, tous ayant des besoins de recrutement non satisfaits. Les inspectrices confirment l'intérêt de créer une école supérieure de jardin et une formation de maître jardinier au sein de l'ENSP.

Mme BONNET rappelle le contexte et l'enjeu. Il fallait reconnaître l'excellence des offres de formation continue de l'établissement et redynamiser le département. L'ENSP, recruteur dans le cadre de son site historique du Potager du Roi, avait fait le constat des difficultés de recrutement de praticiens qualifiés à l'échelle du jardin. Le Potager du roi est un jardin-école historiquement lié à la formation des grands jardiniers. Il a été décidé de créer une ESJ, qui permettrait de répondre aux besoins des recruteurs et de redynamiser la formation continue.

Mme BONNET rappelle le calendrier, et précise que le contenu des maquettes sera présenté au CA de juin. Les éléments soumis au CA du jour relèvent de la gouvernance et de l'organisation administrative, dont dépendent les recrutements nécessaires à une ouverture au 1<sup>er</sup> septembre prochain.

Le premier recrutement présenté est celui d'un chargé de communication spécifique à l'ESJ, financé sur mécénat. Il devra permettre de porter la charge du travail de communication autour de l'ESJ, dont la création d'un site Internet dédié à l'ESJ, de dimension modeste mais suffisante pour y trouver les informations nécessaires.

Mme BONNET explique que l'ENSP souhaite collaborer avec d'autres établissements, notamment l'Ecole Du Breuil et Agrocampus, ainsi que Campus Versailles.

Elle ajoute que l'objectif est de réunir dans un seul lieu toutes les échelles du paysage et de faire le lien entre la conception et la gestion et l'entretien au jardin.

Mme BONNET présente la gouvernance de l'ESJ, qui sera une direction réalisée à partir de la Formation Continue. Elle précise que l'ESJ ne disposera pas d'une personnalité morale et juridique propre. Elle utilisera les instances de l'ENSP. Un comité d'orientation stratégique (COS) est créé, il sera consulté pour rendre des avis non engageants sur la stratégie de l'ESJ et des offres de formations.

Mme BONNET rappelle que l'ENSP recherche de nouveaux financements (appels à projet et mécénat), et que l'ESJ devra s'équilibrer à terme grâce à l'apprentissage et la formation continue.

Mme BONNET présente l'organisation de l'ESJ, faisant l'objet de la seconde délibération liée au projet. Elle précise que l'organigramme a été travaillé de façon non nominative, dans l'attente de la validation par le CA concernant le recrutement sur 4 postes.

Deux postes sont déjà pourvus :

- Le premier, chargé de communication, est financé sur mécénat et ne pouvait attendre ;
- Le second, ingénieur pédagogique, était attendu depuis deux années, et est financé par CY.

Deux postes restent à pourvoir.

M. GUENEAU, en tant que représentant de la SNHF, confirme l'intérêt de la création de ce cursus au regard des besoins non satisfaits de la filière des parcs et jardins. Il s'inquiète de la faible attractivité du métier de jardinier. Il explique que le jardin est un lieu de savoir et de savoir-faire. Il loue le fait que la formation aborde toutes les dimensions, que les enjeux et les compétences soient croisées, car tendre vers une écologie fonctionnelle suppose des connaissances horticoles solides.

Mme NOGUE s'interroge sur le suivi de financement, et souhaite savoir si les dépenses et recettes liées à l'ESJ seront identifiées dans le budget.

Mme BONNET répond par l'affirmative.

Mme SALLES relève que les 3 postes créés sont des postes ACB sous plafond. Elle se demande s'il s'agit donc de 3 CDD, et de combien de temps. Par ailleurs, elle se questionne sur le dernier poste prévu au recrutement : différent de quel ordre ?

Mme BONNET explique que le poste en question est celui mis à disposition par CY et donc pas sur budget de l'établissement, ce qui explique la différence. Les trois autres sont d'une durée d'une année, comme tous les autres au sein de l'ENSP. Ils sont financés sur mécénat. L'objectif est de pouvoir à terme dégager une rentabilité, au travers de l'apprentissage et de la formation continue, afin d'avoir les moyens de pérenniser ces recrutements sans mécénat.

Mme SALLES revient sur l'organisation : l'ESJ était une émanation de la Formation Continue, elle ne comprend pas le besoin de créer un poste de direction. Mme BONNET explique qu'il y aura bien un seul directeur comme aujourd'hui, et qu'il s'agit de gérer une transition.

M. BAVA intervient pour souligner qu'il est intéressant de créer cette Ecole ici, à Versailles, dans le même établissement que l'ENSP. La pédagogie des deux formations (paysage et jardin) s'articule bien. Cela va favoriser des échanges fructueux.

Délibération 2025-05 Gouvernance de l'ESJ : *Vote : 26 favorables*

- **Plan d'action 2024-2026 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

M. TENIERE salue le travail de la DRH et des représentants du personnel.

Il précise que le plan présenté a reçu le soutien du CSA du 14/11/2024 et fera l'objet d'un suivi annuel.

Mme GOULAOUIC présente le dispositif. Il se décline en 5 axes :

- Evaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes : lutte contre les discriminations salariales et professionnelles ;
- Garantir l'égal accès de tous aux emplois du secteur public : transparence et non-discrimination lors des procédures de recrutement, accompagnement des personnels après une longue absence, diffusion des campagnes de promotion ;
- Favoriser l'articulation entre vie personnelle et vie professionnelle : réinventer l'organisation du travail et du foyer ;
- Lutter contre les Violences Sexistes et Sexuelles, le harcèlement et les discriminations : prévention, accompagnement des victimes, formation ;
- Gouvernance des actions sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : suivi et évaluation des initiatives visant à réduire les inégalités.

*Patrick BRIE quitte la séance à 16h45*

*Vote : 25 favorables*

- **Convention de reversement d'une subvention de 50 000 euros à la Ville de Versailles dans le cadre de la BAP 2025**

M. TENIERE rappelle le contexte. Une convention multipartite a été adoptée en juin dernier, elle prévoyait un versement de 650k€ de la région IdF à l'ENSP afin d'organiser différents événements dans le cadre de la BAP. Une des expositions, initialement envisagée dans les locaux de l'ENSP, sera finalement accueillie par la Ville de Versailles dans ses locaux de l'Hôtel Lambinet. Cela justifie le reversement à la Ville de la somme initialement allouée à l'ENSP.

Mme BONNET souligne le privilège d'accueillir la troisième édition de la BAP. Elle précise que le commissaire de l'exposition retenu est l'agence TER.

La mission de contribution au rayonnement de l'école de paysage française est conforme à notre décret statutaire et Mme BONNET considère qu'il s'agit d'une excellente opportunité de faire connaître nos métiers, nos deux sites. Elle ajoute que le programme de cette année valorise les travaux des étudiants.

Mme DE VEYRAC présente les différents temps de la BAP à l'ENSP (powerpoint diffusé en séance). Elle explique que l'exposition est symbolisée par une table, qui sera la table du paysage, du climat, du travail du paysagiste et du festin. Elle se déploie sur plusieurs axes et y figurera un certain nombre de propos illustrés de graphiques et maquettes, répondant aux différentes thématiques abordées.

*Mme Amina SELLALLI quitte la séance à 16h50.*

*Mme Chiara SANTINI quitte la séance à 16h50 (la procuration qu'elle détenait n'est pas réaffectée).*

*Mme Claire HUBERT quitte la séance à 16h50.*

La fresque réalisée par les étudiants sous l'angle des évolutions futures au regard du changement climatique sera déployée.

Le programme événementiel sera riche et ouvert sur la Ville et sur l'École. Un événement grand public, l'aquathlon, permettra d'attirer le public extérieur.

M. BAVA intervient en tant que représentant de l'agence TER, et se dit heureux de porter cette mission. Il explique que l'agence a souhaité orienter l'évènement vers le métier, et la façon dont il permet aux territoires de mieux affronter le climat. Dans cette perspective, il est apparu intéressant d'organiser l'exposition en extérieur. M. BAVA ajoute qu'il faut prendre en compte les contraintes existantes, le potager est un espace temporaire d'exposition, mais constitué d'espaces productifs actifs, où des jardiniers travaillent tous les jours.

*M. Alexis FEIX quitte la séance à 17h05.*

*Départ de Mme Emmanuelle DE CREPY motivé par ses fonctions.*

*Vote : 19 favorables*

- **Conditions tarifaires dérogatoires**

Mme BONNET présente le sujet, initié par une demande du CBR quant aux conditions des dérogations appliquées aux tarifs des privatisations sur le site de Versailles. Mme BONNET ajoute qu'il était difficile de traiter au cas par cas les demandes de remises des tiers, et qu'il est pertinent de définir un cadre par délibération, permettant d'encadrer la pratique de remises tout en maintenant une certaine souplesse nécessaire aux cas particuliers.

Mme BONNET détaille les catégories de public concernés par les mesures dérogatoires.

*M. Patrick BRIE rejoint la séance à distance à 17h10.*

Mme VILLEMIN complète en présentant les propositions de remises associées.

Mme NOGUE souligne qu'il s'agit d'un travail d'orfèvre et s'inquiète de la mise en œuvre, qui peut s'avérer complexe. Elle ajoute qu'à ce stade, l'impact financier de ces mesures pour l'établissement est difficile à mesurer. Mme NOGUE invite à procéder à leur bilan au terme de la première année d'application.

*Vote : 21 favorables.*

- **Mesure tarifaire pour 4 stagiaires de la formation « Concepteur et créateur de jardin » 2<sup>ème</sup> année 2024/2025 inscrits à France Travail**

Mme LAULIER présente le contexte et l'objet du vote (délibération diffusée en séance).

*Vote : 21 favorables.*

---

## Information

---

- **Projet d'établissement et démarche DD-RSE**

M. MAHAUD introduit le point d'information (powerpoint diffusé en séance). Il rappelle qu'il s'agit de prendre la suite du projet d'établissement arrivé à échéance en 2023 et qui n'a pas pu être renouvelé en 2024 en raison du déficit de personnel. Il ajoute que l'établissement était également dans l'attente du retour de l'HCERES.

*Mme Pauline FRILEUX quitte la séance à 17h25.*

M. MAHAUD précise qu'il s'agit de dégager des objectifs à la fois ambitieux et soutenables, c'est-à-dire proportionnés à nos capacités, notamment financières et humaines.

Mme BONNET signale que les temporalités des exercices programmatiques sont alignées : le projet d'établissement pourra intégrer les recommandations du rapport du HCERES et préparer les échanges



en vue du nouveau contrat d'objectifs et de performance, arrivé à échéance. Le projet devra être prêt pour la fin de l'été . Un CA exceptionnel en septembre. Mme BONNET propose aux administrateurs de participer aux groupes de travail mis en place.

*M. Jean-Pierre GUENEAU quitte la séance à 17h30.*

*Mme Emmanuelle DE CREPY quitte la séance à 17h30.*

M. MAHAUD reprend la présentation (powerpoint diffusé en séance) des différents temps du projet d'établissement et décrit la méthode.

*Mme Emmanuelle De CREPY et M. Jean GUESNEAU quittent la séance à 17h32.*

M. TENIERE présente les six groupes de travail thématiques qui vont réunir 10 à 15 personnes, en visant une diversité de participants afin d'enrichir les échanges. Il précise qu'une assemblée générale se tiendra le 3 avril, qu'elle est ouverte à tous, et que chacun pourra s'inscrire à deux GT.

M. TENIERE poursuit sur le volet SDDRSE (powerpoint diffusé en séance). Il évoque les cinq axes retenus.

Mme SALLES rebondit sur le fait que sont évoquées les chaires comme espaces de recherche de l'École. Elle considère que les chaires font encore peu de recherches, même si elles permettent des formes d'innovation. Mme SALLES ajoute que selon elle, la recherche au sein de l'ENSP est représentée par le LAREP.

Mme BONNET reconnaît que le modèle de l'établissement est singulier mais qu'il vise une forme d'opérationnalité, à l'image de certaines de nos thèses et recherches. Elle ajoute qu'elle plaide pour que soient proposés davantage de produits habituels dans un établissement d'enseignement et de recherche : travaux d'étudiants, bourses de thèse, etc.

Mme SALLES ajoute que les partenaires existent, et qu'ils ont une appétence pour la recherche, même si leur budget est contraint.

Mme BONNET considère pour sa part que les partenaires sont dans une logique de retour sur investissement, et que la recherche leur semble parfois trop lente.

*Mme Céline DEROUET quitte la séance à 17h45.*

- **Cartographie des risques - Contrôle interne comptable**

Mme PIRES introduit son propos en évoquant l'intérêt de la mise en place d'une démarche de contrôle interne. Elle précise que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les comptables publics sont soumis à un nouveau régime de responsabilité. Ce régime vise à limiter la sanction des fautes purement formelles ou procédurales, qui doivent désormais relever d'une logique de responsabilité managériale de tous les gestionnaires publics. Cette réforme implique le renforcement du contrôle interne en s'appuyant sur des outils de diagnostic, et de maîtrise des risques et d'audit interne de la chaîne financière.

Mme PIRES rappelle les objectifs du contrôle interne, qui permet :

- à l'équipe de direction de disposer d'une vision synthétique des risques majeurs de l'établissement pour un pilotage général ;
- aux chefs de service de piloter les risques majeurs sur leurs processus ;

- aux gestionnaires d'assurer le bon traitement de leurs opérations via la réalisation de contrôles et d'actions de maîtrise des risques.

Elle précise qu'au sein de l'ENSP, la mise en place a été initiée sous l'impulsion de la DGER, dès 2018, de façon embryonnaire. Cette démarche a été repensée intégralement afin d'être en accord avec les nouvelles attentes des acteurs du contrôle interne. Dans un premier temps ont été réalisés l'organigramme fonctionnel nominatif et une cartographie des risques au niveau des processus financiers et comptables.

Actuellement, les chantiers prioritaires sont :

- le suivi de l'inventaire physique à rapprocher de l'actif comptable ;
- le suivi des stocks ;
- La révision du circuit de la dépense.

*Mme SALLES quitte la séance à 17h50.*

M. PUSTILNICOV explique que le volet « ordonnateur » a pris du retard en raison de l'absence de DAF. Il ajoute qu'un travail commun avec l'agent comptable a été conduit, et que ce travail a permis d'identifier des priorités. Il précise que l'application informatique va permettre de documenter le contrôle interne, car jusqu'alors, il n'existait pas d'outil pour attester les efforts, qui sont effectivement faits.

Mme PIRES liste et présente les chantiers prioritaires : le suivi de l'inventaire physique à rapprocher de l'actif comptable, le suivi des stocks, la révision du circuit de la dépense.

Mme NOGUE souligne l'importance des dispositifs de maîtrise des risques, qui impactent l'opérationnel. Elle précise que les risques existent dans tous les process. Elle insiste sur la nécessité d'une démarche d'amélioration continue, la définition de processus destinés à rendre les dispositifs plus sécurisés et robustes. Mme NOGUE considère que le plan d'actions doit se concentrer sur les risques présentant de forts enjeux. Elle rejoint M. PUSTILNICOV sur la nécessité de tracer la démarche ; à défaut le contrôle interne n'existe pas.

Mme PIRES conclut en indiquant que le conseil d'administration a un rôle dans la stratégie de contrôle interne, et qu'un plan d'actions sera présenté lors d'une prochaine séance.

- **Actes pris dans le cadre de la délégation d'attribution du CA à la directrice**

*Cf. document transmis pour information*

*La séance est levée à 18h02.*

Le prochain conseil d'administration est prévu le jeudi 19 juin 2025 à 14h00.